



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHÉSION SOCIALE ET
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

**AUTORISATION D'OUVERTURE D'ETABLISSEMENT D'ELEVAGE A CARACTÈRE
PROFESSIONNEL D'ANIMAUX D'ESPECES NON DOMESTIQUES
NOR 2150-20-00402**

La Préfète de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le règlement (CE) n°338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 modifié relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;

Vu la décision préfectorale Nor 2150-17-00012 du 25 janvier 2017, portant certificat de capacité pour l'élevage professionnel d'oiseaux rapaces et l'exercice de la chasse au vol ;

Vu l'arrêté préfectoral Nor 2150-17-00013 du 25 janvier 2017 portant autorisation d'ouverture d'établissement d'élevage professionnel pour l'exercice de la chasse au vol et la pratique de l'effarouchement ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 nommant Madame Françoise Tahéri préfète de l'Orne ;

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'établissement d'élevage professionnel pour l'exercice de la chasse au vol et la pratique de l'effarouchement déposée le 3 juin 2020 par monsieur Kevin GUILLON, domicilié 8 résidence de la Ronderie à LA CHAPELLE MONTLIGEON (61400) ;

Vu l'avis de la mairie de LA CHAPELLE-MONTLIGEON reçu le 18 septembre 2020 ;

Vu le rapport de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations présenté devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie en formation dite « de la faune sauvage captive » du 22 septembre 2020 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie dans sa formation « faune sauvage captive » le 22 septembre 2020 ;

Considérant l'appartenance de l'établissement à la première catégorie, définie par l'article R. 413-14 du code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 susvisés, puisqu'il s'agit d'un établissement d'élevage à caractère professionnel et détenant des animaux appartenant à des espèces protégées ;

Considérant la présence au sein de l'établissement de monsieur Kevin GUILLON, responsable titulaire du certificat de capacité pour l'entretien et l'élevage d'animaux non domestiques ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Le demandeur entendu ,

ARRÊTE

Article 1 :

Aux fins de la pratique de la chasse au vol et de l'exercice de l'effarouchement, monsieur Kevin GUILLON est autorisé à exploiter un établissement d'élevage à caractère professionnel d'animaux d'espèces non domestiques et à détenir au sein de son établissement situé 8 résidence de la Ronderie à LA CHAPELLE MONTLIGEON (61400), **6 spécimens** d'oiseaux rapaces des espèces listées ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté :

- buses de Harris (*Parabuteo unicinctus*)
- autour des palombes (*Accipiter gentilis*)
- épervier d'Europe (*Accipiter nisus*)
- faucon gerfaut (*Falco rusticolus*)
- faucon pèlerin (*Falco peregrinus*)
- faucon lanier (*Falco biarmicus*)
- faucon sacré (*Falco cherrug*)

Cet élevage est placé sous la responsabilité de monsieur Kevin GUILLON qui doit pouvoir justifier de sa présence pour assurer ses fonctions.

Article 2 :

Tous les spécimens détenus doivent avoir une origine avérée. Les spécimens d'espèces relevant de l'annexe A du règlement (CE) 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996, que ce soit pour la chasse au vol, l'effarouchement ou la reproduction, devront avoir un CIC "Vente".

Certificat de capacité

Article 3 :

La présence d'une personne titulaire d'un certificat de capacité pour l'élevage et l'entretien des espèces visées à l'article 1 est obligatoire. La détention d'espèces non domestiques autres que celles visées à l'article 1 est interdite.

Installations et entretien

Article 4 :

La conception, l'entretien des installations, les conditions d'entretien, d'utilisation et de transport des animaux respectent celles décrites dans le dossier de demande d'autorisation d'ouverture. Le nombre d'animaux en présence simultanée dans l'élevage est toujours en rapport avec les capacités d'hébergement du site.

Article 5 :

Toutes les mesures sont prises pour assurer aux animaux les conditions d'élevage les plus appropriées à leurs besoins physiologiques.

L'alimentation des oiseaux est adaptée à leurs besoins physiologiques. L'eau est saine, claire et maintenue hors gel.

L'ensemble des équipements de garde, de capture, d'immobilisation et de transport est non contondant et adapté aux caractéristiques physiques des animaux.

Registres et contrôles

Article 6 :

Le maintien de l'autorisation est subordonné à la tenue par le bénéficiaire d'un registre des entrées et sorties des animaux CERFA n°15970*01 conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 modifié susvisé.

Les installations et le mode de fonctionnement de l'établissement sont contrôlables à tout moment par les agents et les fonctionnaires cités à l'article L. 415-1 du code de l'environnement.

Identification

Article 7 :

Le maintien de l'autorisation est subordonné :

- au marquage des animaux dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 modifié susvisé. Ce marquage fait l'objet de l'établissement d'une déclaration de marquage sur le formulaire CERFA n°15969*01 ;
- à leur enregistrement dans le fichier national d'identification i-fap ;
- à la preuve par le bénéficiaire que les animaux qu'il détient sont obtenus conformément à la législation sur la protection de l'espèce concernée.

Outre la déclaration de marquage, tout animal introduit dans l'élevage est accompagné des documents justifiant de son origine légale (attestation de cession reprenant l'ensemble des mentions obligatoires figurant sur le CERFA N°15969*01, certificat intra-communautaire le cas échéant).

Suivi sanitaire

Article 8 :

Monsieur Kevin GUILLON désigne un vétérinaire sanitaire pour assurer les éventuelles opérations de prophylaxie ou de police sanitaire qui s'avèreraient nécessaires et en communique les coordonnées à la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Il tient à jour un livre de soins vétérinaires sur lequel sont notifiés les pathologies observées et les traitements mis en place par lui-même ou par le vétérinaire ainsi que les opérations d'administration de vermifuges. Les ordonnances vétérinaires sont conservées.

Sécurité

Article 9 :

L'établissement n'est pas ouvert au public et toutes les précautions sont prises afin d'éviter le contact des animaux détenus avec les personnes extérieures à l'établissement.

Le détenteur doit s'assurer que la prévention des risques afférents à la sécurité du demandeur, à la sécurité des tiers, à l'introduction des animaux dans le milieu naturel et à la transmission de pathologies humaines ou animales est assurée. Afin d'éviter d'éventuelle pollution génétique, l'hybridation inter-espèces est interdite.

Toutes les précautions sont prises afin d'éviter l'entrée d'animaux dont la présence s'avérerait incompatible à la vie des animaux détenus : lutte contre les nuisibles notamment.

Article 10 :

L'exploitant tient immédiatement informé le préfet de l'Orne des accidents et des situations impliquant l'animal portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

Modifications

Article 11 :

Tout changement d'exploitant ou de détenteur du certificat de capacité au sein de l'établissement devra être porté à la connaissance du préfet de l'Orne dans le mois qui suit le changement.

Toute cessation d'activité est déclarée au préfet, au plus tard dans le mois qui suit. Le titulaire de l'autorisation indique dans sa déclaration la destination qui sera donnée aux animaux.

Sanctions et autres réglementations

Article 12 :

Le non respect de ces dispositions expose son bénéficiaire à des poursuites administratives et pénales conformément aux articles L.413-5, L.415-3 et L.415-4 du code de l'environnement.

Les prescriptions de cet arrêté sont applicables sans préjudice d'autres réglementations plus contraignantes, existantes ou ultérieures.

Recours

Article 13 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Caen (3 rue Arthur Le Duc - BP 25086 - 14050 CAEN CEDEX 4). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la décision a été notifiée. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Information des tiers

Article 14 :

En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de LA CHAPELLE MONTLIGEON ;

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les conditions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Dispositions finales

Article 15 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité et le maire de LA CHAPELLE MONTLIGEON sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à monsieur Kevin GUILLON.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon lisible, à l'entrée de l'établissement, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Alençon, le - 2 OCT. 2020

P/la préfète,
le sous-préfet, secrétaire général



Charles BARBIER